

*CANDIDAT INDÉPENDANT N°2*  
*Pr. FAUSTIN ARCHANGE TOUADERA*

**UNISSONS  
NOS CŒURS  
POUR BÂTIR  
LA RCA**



PRÉSIDENTIELLE | FAUSTIN  
**2015** | ARCHANGE  
TOUADERA

**CANDIDAT  
INDÉPENDANT**



**PROJET DE SOCIÉTÉ**  
**CENTRAFRIQUE UNIE, DEBOUT POUR L'ÉMERGENCE**  
**Tome 2**

**FILLES ET FILS DE CENTRAFRIQUE**

**CHERS COMPATRIOTES**

J'ai décidé ce jour de rompre le silence que j'ai observé depuis quelques mois pour m'adresser à vous en commençant par exprimer à tous ma compassion et mes encouragements pour les moments difficiles que notre nation a vécus.

Chacun d'entre nous, à sa manière, mieux que quiconque, est à même de se souvenir des atrocités subies. D'une manière générale, toute la population de notre cher pays en partage, la République Centrafricaine, a souffert et continue de souffrir encore des méfaits de ces événements douloureux enclenchés depuis le dernier trimestre 2012.

Beaucoup d'entre vous se sont interrogés et s'interrogent encore sur mon silence observé depuis que j'ai quitté le magistère de la primature. Je puis leur répondre sans fioritures que je me suis toujours donné comme mot d'ordre, celui de toujours faire confiance à ceux des nôtres qui se battent pour accéder aux hautes fonctions de l'Etat dans notre pays, si tant est qu'ils en ont la capacité.

Lorsque, suite aux Accords de Libreville du 11 janvier 2013, je devais, en ma qualité de Premier Ministre, Chef du Gouvernement, passer le relai à un fils du pays de l'Opposition Démocratique, je n'avais pas hésité un seul instant. Je l'avais fait avec un cœur pur, léger, sans haine ni remord.

Je plaçais, ainsi que vous tous, ma pleine confiance dans nos dirigeants que j'estimais à la hauteur d'emmener notre chère République Centrafricaine à réaffirmer son ancrage dans la démocratie afin de garantir le bien-être de tous.

La confiance que nous avons placée, vous et moi, à la nouvelle équipe dirigeante de notre pays, qui était issue des Accords de Libreville, était fondée sur les déclarations rassurantes que les compatriotes de l'opposition d'hier faisaient et dont le peuple tout entier était témoin. Comment ne pas nous faire confiance les uns les autres? Faille-t-il, vaille que vaille, après que j'aie quitté mes fonctions de Premier Ministre, Chef du Gouvernement, que je me livre dans des invectives, des contestations systématiques; ou que je me livre dans des diverses déclarations tendant à perturber le fonctionnement de nos institutions? Non!

J'estimais pour ma part qu'il était sage de laisser libres nos dirigeants conduire le navire Centrafrique à bon port. Le début de toute entreprise est certes difficile, j'en conviens mais malheureusement la confiance que vous et moi avons placée en nos dirigeants a été trahie. À qui la faute?

La carence en matière de gouvernance a conduit le peuple centrafricain à vivre des situations les plus dramatiques que le pays n'a jamais connues. Des exactions de tout genre ont été commises. Je ne puis les citer toutes mais, ainsi que nous le savons tous, les cours d'eaux de l'Oubangui, Ouaka, Kemo, Kotto, Nana, Pende, Ouham que sais-je encore, charriaient des corps sans vie de nos compatriotes vers des destinations inconnues. Les unités de production ont été détruites. Les bâtiments scolaires et hospitaliers ont été vandalisés sinon détruits. Les greniers incendiés. Le tissu social a été déstabilisé occasionnant de nombreux déplacés sur des sites de réfugiés. Nos mamans et nos sœurs ont été violées. Les édifices culturels ont été profanés, les serviteurs de Dieu violentés s'ils ne sont pas assassinés. L'administration de l'Etat est réduite à sa plus simple expression.

Toutefois, J'adhère à cette maxime qui dit «quelle que soit la longueur de la nuit, le jour apparaîtra». Ce jour apparaîtra avec les élections présidentielles et législatives qui se profilent à l'horizon. Ces élections que nous appelons de tous nos vœux sont capitales pour nous tous et notre pays. Elles nous donneront l'occasion d'élire les hommes et les femmes capables d'écrire une nouvelle page d'un Centrafrique nouveau en œuvrant en faveur de l'éradication des maux que

sont la haine, la division, la corruption, le tribalisme, le népotisme, l'affairisme...pour le bien être de vous et moi.

Nous devons tout mettre en œuvre pour bâtir une République Centrafricaine que nous aimons tous et où il fera bon vivre en paix, en sécurité, dans la justice, l'équité, la cohésion sociale et le droit d'aller et venir sur tout le territoire. Pour y parvenir, nous devons suivre les principes qui, désormais, doivent régir nos vies; à savoir: le respect de l'éthique, de l'intégrité; le sens de la responsabilité; le Respect de nos lois et règles; le respect des autres citoyens; l'amour du travail; la volonté de bien faire; la promotion de l'intérêt général et surtout la lutte contre la corruption. Nous n'auront désormais qu'un seul mot d'ordre: faire grandir les autres pour grandir soi-même.

Les élections que nous souhaitons tous libres, transparentes et démocratiques sont une occasion capitale pour chasser définitivement de notre pays les démons de la haine, de la division, de la soustraction pour ne privilégier que l'addition et la multiplication de tous autour des idéaux de Barthélémy Boganda, « ZO KWE ZO ».

Tous, nous devons prendre l'engagement solennel de changer le cours des événements maléfiques récurrents qui perturbent la vie de nos paisibles concitoyens.

Les défis sont certes grands mais, je ne doute pas un seul instant de notre détermination, vous et moi, à les relever. Entre autres défis les plus urgents auxquels nous devons nous attaquer, je puis citer:

La corruption qui est érigée en mode de gestion, le clanisme, la sécurité et la paix mises à rude épreuve dans notre pays; sans oublier la santé, l'éducation et l'emploi des jeunes.

Ensemble, nous devons gagner ce pari en apportant des réponses appropriées à toutes ces préoccupations. Imprimons les valeurs d'Unité, de Dignité et de Travail, socles de notre identité, à notre chère patrie pour honorer la mémoire du Président fondateur de notre chère République Centrafricaine, Barthélémy Boganda.

Face aux contraintes qui s'incrument dans notre pays et qui pénalisent son développement, je prends à mon compte la déclaration faite par Barthélémy Boganda qui disait je cite: **<<TONGA NA MBI ZIA KODORO ŞÖ A TI, FADÉ ALA Ā BABA TI MBI, FADE ALA Ā MAMA TI MBI, ALA YEKE TENE MBI YEKE ZŌ TI BUBA>>** fin de citation.

Oui, la République Centrafricaine connaît des moments difficiles de son histoire, mais je suis résolu à me battre de toutes mes forces pour lui redonner avec vous un avenir.

Je suis persuadé que, face aux problèmes qui se posent à nous, une vision claire de notre avenir accompagnée d'un engagement sans faille permettra de redresser la situation.

Je vous le dis en m'appuyant sur mes modestes expériences de cinq (5) années à la tête du Gouvernement où j'ai pu me rendre compte non seulement de l'immensité de la tâche de reconstruction de ce pays, mais surtout de ses atouts si nous gardons le meilleur cap.

Je le dis aussi parce que je suis confiant au projet de société que je vais vous présenter et qui décline une réelle ambition pour la République Centrafricaine et pour chacun de vous.

Je le dis encore parce que la République Centrafricaine regorge de nombreuses ressources naturelles et qu'elle offre des atouts pour l'agriculture et l'élevage. Pour ce faire, nous avons besoin, pour leur mise en valeur, d'un capital humain particulier. Notre jeunesse doit être bien formée

dans la maîtrise de la science et de la technique pour transformer en richesse ce que la nature nous offre gracieusement.

Je m'engage à restaurer la justice et l'équité pour qu'elles deviennent le fondement de notre nouvelle société. Il n'y aura plus de justice des plus forts face à celle des plus faibles.

Les Centrafricains devront pouvoir vivre de leur travail, avec des emplois dans le secteur public et privé. Les jeunes diplômés seront au centre de nos préoccupations pour qu'ils trouvent leur place dans la société.

Chacun devra avoir accès aux soins et aux services essentiels tels que l'eau, l'électricité, le transport, les télécommunications, etc.

Nos anciens auront droit à une retraite digne pour les efforts qu'ils ont déployés pour soutenir notre pays; et à une prise en charge des droits liés à leur retraite. Je ferai du paiement régulier des pensions une priorité du Gouvernement comme je l'ai fait par le passé à la satisfaction des bénéficiaires.

L'égalité des droits pour tous, entre les hommes et les femmes; entre les handicapés et les personnes valides; entre les minorités et les autres composantes de notre nation, entre nos préfectures et régions, devra enfin devenir une réalité. La culture traditionnelle centrafricaine, essence de notre existence, devra être mise en avant pour promouvoir le développement de notre pays axé sur ses réalités.

Je veux enfin que notre pays retrouve toute sa place et sa voix dans le concert des nations au moyen d'une diplomatie que je vais réformer en profondeur pour la rendre plus efficace.

Redonner à la République Centrafricaine la dimension d'un État laïc, solidaire, avec la déconcentration et la décentralisation des pouvoirs de l'Etat pour qu'ils soient proches des populations. Cela est possible grâce au choix que vous allez faire.

Je m'engage à œuvrer de toutes mes forces pour rendre les institutions de la République démocratiques fortes avec un Président qui préside, un Gouvernement qui gouverne, un Parlement respecté qui contrôle. L'indépendance de la justice et des médias doivent être assurée. Les syndicats doivent être actifs pour défendre les intérêts des travailleurs.

Je veux plus que tout rassembler, rassembler tous les Centrafricaines et les Centrafricains qu'ils soient de l'Est, de l'Ouest, du Nord ou du Sud, de toutes les confessions religieuses pour qu'ensemble nous reconstruisions notre cher et beau pays que nous aimons tous, la République Centrafricaine.

Ainsi, j'ai décidé de proposer ma candidature à l'élection présidentielle en comptant, bien entendu, sur votre soutien et votre suffrage pour rendre possible notre rêve partagé de reconstruire notre pays dès 2016.

Le Gouvernement que je vais mettre en place, dont le choix des membres sera basé sur les critères de compétence, d'intégrité, d'expériences avérées et de représentativité de toutes nos régions, aura la noble responsabilité de la mise en œuvre de ce projet de société que j'intitule « **Centrafrique unie, debout pour l'émergence!** ». La vision principale de ma gouvernance s'inscrit dans la **RUPTURE** avec les pratiques du passé qui ont mis à mal le développement du pays et la cohésion de sa population.

Le projet de société que je vous propose s'articule autour des axes principaux suivants :

## AXE 1

### PROMOUVOIR LES VALEURS QUI SOUS-TENDENT UN DEVELOPPEMENT EFFICACE ET SÛR

#### A- L'ETHIQUE COMME PRINCIPE DE BASE

Le comportement des citoyens centrafricains façonné au fil des années par une éducation et une culture inadaptées nécessite une RUPTURE avec les pratiques du passé pour asseoir des vraies valeurs qui sont des vecteurs d'unité et de développement.

L'éthique, comme principe de base, avec ses corollaires que sont l'intégrité; la responsabilité; le respect des lois et règles du pays; le respect des droits des autres citoyens; l'amour du travail; la volonté de bien faire; la ponctualité; aimer son pays et vouloir y vivre en paix... doit obligatoirement être mis en œuvre comme système de gouvernance.

#### B- LUTTER CONTRE LA CORRUPTION

Il est prouvé que quelles que soient les stratégies de développement que l'on peut énoncer, leur concrétisation ne pourra être entreprise efficacement que lorsque les citoyens de tous ordres s'engagent à lutter, chacun de son côté, contre la corruption. La probité morale est certes un gage de stabilité, de sécurité et de développement d'un pays mais aussi un vecteur d'émancipation de sa population.

Pour ce faire, **JE M'ENGAGE** à lutter de toutes mes forces contre la corruption dans l'administration publique et dans les secteurs privés de notre pays. L'expérience que j'ai tirée des cinq années passées comme Premier Ministre me convainc de lutter contre ce fléau qui met en mal l'essor de notre pays dans toutes ses composantes: administrations, écoles, hôpitaux, forces de défense et de sécurité, justice, régies financières etc.

J'ai fait montre de courage, avec l'équipe qui m'accompagnait, en luttant d'une manière effrénée contre la corruption. Les actions menées ont permis de rehausser le niveau des recettes de l'Etat qui ont servi à répondre aux besoins existentiels des fonctionnaires et agents de l'Etat par le paiement régulier des salaires, pensions et bourses... Beaucoup reste à faire certes, mais je suis convaincu et déterminé à poursuivre l'exécution des mesures pouvant réduire drastiquement ce vice, dans l'intérêt de nos populations.

Il n'y a pas de miracles. Le développement de la République Centrafricaine sinon le bien être de ses populations passe nécessairement par une administration publique ou privée débarrassée des pratiques de corruption.

Le modus operandi que j'adopterai pour lutter contre ce fléau est, avant de passer aux sanctions, l'organisation des séminaires à l'attention des différentes couches de la population (promoteurs économiques, magistrats, enseignants, personnel de santé, agents de force de défense et de sécurité, parlementaires, membres du gouvernement, personnel de l'administration publique et privée, membres des régies financières etc.) Ces séminaires seront consacrés à l'enseignement des vertus qui contribuent à réduire la corruption.

## **AXE 2**

### **SECURISER L'INTEGRITE DU TERRITOIRE NATIONAL POUR RASSURER LE PEUPLE**

Etendue sur une superficie de 623 000 km<sup>2</sup>, la RCA compte en 2015, environ 5 000 000 d'habitants, inégalement repartis sur le territoire et dont 62% la majeure partie vivent en milieu rural (La récurrence des crises politico-militaires qui sévit dans le pays s'explique en partie par la carence de nos Forces de Défense et de Sécurité qui n'arrivent plus à assurer la sécurité des personnes et des biens surtout résidant en zones rurales et les frontières. Elles font souvent les frais des attaques et incursions des groupes armés (LRA de Joseph KONY, appelée communément les Tongo-tongo à l'Est, coupeurs de route, détenteurs illégaux d'armes de guerre, etc.)

La récurrence des crises politico-militaires que vit le pays est aussi la résultante de la carence de nos Forces de Défense et de Sécurité. Pour se faire, la Réforme en profondeur des Secteurs de Sécurité doit être entreprise. Il s'agira là de réorganiser ces secteurs afin de doter le pays de véritables Forces de Défense et de Sécurité républicaines qui engloberont les compétences de toutes les régions du pays. Les critères de recrutement seront guidés par la moralité du candidat, ses dispositions à respecter les droits de l'homme, ses performances physiques et intellectuelles.

Pour se départir de tout favoritisme, les compétences des armées des pays amis (la France et les États-Unis par exemple) appuieront les nationaux dans les choix des futurs éléments de sécurité et de défense ainsi qu'elles seront sollicitées pour leur formation. L'objectif est de porter sur les fonds baptismaux une armée, une police et une gendarmerie professionnelles, fondamentalement républicaines dignes de la confiance de la population.

Les avancements, les promotions des éléments des Forces de Défense et de Sécurité se feront conformément au standard requis dans les autres armées des pays civilisés.

Cette vision tranche avec le diagnostic que nous posons en ce qui concerne la situation actuelle de nos forces de défense et de sécurité qui sortent profondément meurtries des crises récurrentes que traverse le pays. Sa carence s'explique par: le manque d'objectifs clairs, le déséquilibre des moyens humains et matériels, la politisation, l'indiscipline caractérisée, etc.

En effet, non seulement elles ne constituent plus une force d'élite pluriethnique comme elles l'étaient à leur création grâce à l'appui du savoir-faire militaire du pays colonisateur, il est à déplorer que leur unité, leur efficacité et même leurs chaînes de commandement sont brisées entraînant ainsi le manque de cohésion et de discipline.

On note par ailleurs une inadéquation entre les fonctions occupées et les qualifications requises. Les retards et arriérés de soldes accumulés favorisent l'indiscipline et l'incivisme avec les corollaires que sont: le braquage, le port illégal d'armes de guerre, le vol, la consommation des stupéfiants... La concentration des forces à Bangui, au détriment des provinces en proie aux pillards et autres bandits, hypothèque la sécurité dans les villes et villages de nos préfectures.

Tous ces travers prennent leurs racines dans les recrutements anarchiques, l'insuffisance de formation, la méconnaissance des hommes et du règlement par les supérieurs hiérarchiques, l'immixtion des parents et des hommes politiques dans les affaires militaires et l'absence de plan de carrière propre à chaque élément.

Les conséquences de cette carence sont: la porosité de nos frontières, la prolifération d'armes de guerre, les entraves à la libre circulation des personnes et des biens, les braquages et vols à mains armées, la récurrence du phénomène de coupeurs de route etc. Tous ces ingrédients s'associent pour installer l'insécurité qui devient chronique dans notre pays.

En somme, quelle est notre vision des Forces de Défense et de Sécurité?

Elle ne tient qu'en un seul mot, rebâtir sur les cendres de l'existant des forces de défense et de sécurité véritablement républicaines.

L'armée, la gendarmerie et la police joueront pleinement leurs rôles conformément aux missions qui leur seront confiées, à savoir:

- la sécurité des biens et des personnes à l'intérieur du pays par la gendarmerie et la police;
- la sécurité aux frontières et la garantie de l'intégrité du territoire national par l'Armée qui pourrait être sollicitée pour appuyer la gendarmerie et la police dans le maintien de l'ordre en cas de besoin.

**POUR CE FAIRE, POUR TOUS LES CORPS,**

1) Nous doterons nos Forces de Défense et de Sécurité des moyens nécessaires pour la pleine exécution de leurs missions;

2) Nous réhabiliterons et construirons à Bangui et sur toute l'étendue du territoire des casernes et des locaux appropriés au fonctionnement, à la vie et à l'éducation de nos FDS pour la pleine exécution de leurs missions;

3) Nous renforcerons, dans un bref délai, la capacité des caisses de soldat, du gendarme et de la garde en les dotant des moyens nécessaires qui serviront à répondre aux éventuelles contraintes auxquelles seront confrontés les bénéficiaires et leurs ayants droit ;

4) Nous veillerons à la bonne gestion des PGA, sources de malversations ;

5) Nous mettrons en place, au sein de nos Forces de Défense et de Sécurité, un cadre permanent d'échanges et de réflexions sur les questions de discipline, de respect de la hiérarchie, de fonctionnement de l'armée, de la Police etc.

**POUR L'ARMÉE**

Nous ferons fonctionner notre armée sur les principes des bases claires. Ainsi,

1) Nous procéderons immédiatement au déploiement de l'armée sur l'ensemble du territoire en tenant compte de la position stratégique des régions, la densité des populations etc. À cet effet, des Zones de Défense en rapport aux variables précitées seront créées. Des casernes seront construites dans ces différentes Zones pour accompagner le processus de déconcentration des effectifs aujourd'hui confinés majoritairement dans la ville de Bangui;

2) Nous procéderons à la simplification de la structure fonctionnelle de l'armée pour la rendre plus efficace. Pour ce faire, les doublons de postes et des ambiguïtés seront supprimés. Les responsabilités seront clairement définies. Les contrôles de résultats et de l'efficacité des dépenses seront effectués Inopinément et, systématiquement à posteriori;

- 3) Le Gouvernement et l'Assemblée Nationale définiront les missions de l'armée et ses budgets d'investissement et de fonctionnement qui seront exécutés avec rigueur;
- 4) Nous renforcerons le Conseil Supérieur de Défense dont le rôle sera de contrôler rigoureusement l'efficacité des activités militaires. La Police Militaire, jadis performante, sera réactivée et renforcée pour mettre fin au banditisme et à la délinquance dont certains de nos éléments de défense et de sécurité en sont les auteurs ou complices;
- 5) Les effectifs des éléments des différents corps de défense et sécurité seront revus à la hausse pour permettre leur meilleure répartition sur l'ensemble du territoire et dans les Zones de Défense;
- 6) Nous mènerons une lutte sévère contre l'immixtion du monde politique dans les affaires de l'armée. Les militaires qui prendront part aux réunions à caractère politique ou à tout autre regroupement organisé par les formations politiques seront sévèrement punis;
- 7) L'âge moyen de nos éléments de FDS devra être ramené à 35 ans pour permettre aux éléments de l'armée, de la gendarmerie et de la police d'être aptes à intervenir sur les théâtres d'opérations;
- 8) Nous créerons des passerelles afin de permettre aux éléments de FDS, atteints par la limite d'âge ou de durée de service, de s'intégrer socialement dans la vie civile;
- 9) Nous consacrerons environ 40% du budget militaire à l'acquisition et à la maintenance des équipements, au fonctionnement courant, aux entraînements et aux manœuvres;
- 10) Nous créerons un service national obligatoire pour une période de 45 à 60 jours, destiné à l'encadrement des filles et garçons majeurs dans l'optique de renforcer leur sens d'intégration nationale, de patriotisme, de partage des valeurs d'unité nationale, de démocratie...;
- 11) Nous aurons, bien sûr, à traiter des sureffectifs, corollaires des incorporations abusives héritées de la crise politico-militaire d'à partir de mars 2013. Un processus de démobilisation sera entrepris pour pallier ces travers. À cet effet, un programme de départ volontaire de l'armée, en contrepartie des pécules, sera entrepris. Les bénéficiaires de ce programme seront soumis à un stage de reconversion professionnelle pour faciliter leur insertion dans la vie civile.



## **AXE 3**

### **LA RECONCILIATION, UN AUTRE CHEMIN VERS LA PAIX DURABLE ET LA COHESION SOCIALE**

L'épouvantable crise militaro-politique qui secoue notre pays depuis le dernier trimestre de l'année 2012 a négativement impacté l'unité nationale et le vivre ensemble. Les crimes odieux, les pillages des biens et des ressources, les actes de vandalisme, les viols et les violences de tout genre commis impunément sur les paisibles populations sans défense ont plongé le pays dans un cercle vicieux de la vengeance, la distorsion de la mémoire, la victimisation excessive qui toutes contribuent à entretenir la culture de la violence et de l'intolérance.

Ensemble, nous devons consolider la paix, ciment de l'unité nationale, entre les centrafricains de tout bord, de toutes régions, de toutes ethnies et de toutes confessions religieuses. Le pardon, cet acte qui fait conjointement appel à la vérité morale, à la tolérance, à l'empathie et à la volonté de réparer une relation brisée apparaît comme un autre chemin vers une paix durable et la cohésion sociale en République Centrafricaine. Il permettra à nos populations profondément meurtries et divisées de passer de l'hostilité à la réconciliation.

Les leaders d'opinion, les responsables religieux, les responsables des différentes associations et les ONG nationales doivent intensifier inlassablement les actions en faveur de la tolérance, du respect de la valeur humaine, de l'amour du prochain et de la cohésion sociale. Ces valeurs sont à inculquer aux générations futures à travers des programmes d'enseignement à la citoyenneté à mettre en œuvre depuis les écoles maternelles.

Nous ne devons pas occulter l'une de nos valeurs traditionnelles qui est l'hospitalité légendaire offerte à tout étranger, épris de paix et désireux de vivre dans notre pays en respectant nos lois et nos règlements en vigueur.

La responsabilité d'unir les filles et fils de Centrafrique incombe à chacun de nous. C'est pourquoi, nous devons méthodiquement, patiemment et résolument, recoudre définitivement le tissu social, poursuivre une politique hardie de réconciliation nationale et d'apaisement des cœurs afin que les centrafricains se parlent, s'écotent, se respectent mutuellement et mutualisent leurs efforts pour la reconstruction de notre pays. L'heure est venue pour nous de faire disparaître les rancœurs du passé afin de nous redonner la main pour que dans un même élan nous puissions remettre sur le chantier, l'ouvrage de la reconstruction d'un Centrafrique pacifié, uni et résolument engagé vers le progrès.

Le Gouvernement doit veiller aux principes de la neutralité et de laïcité de l'Etat, à la tolérance et au respect de toutes les religions pour que chaque Centrafricaine ou Centrafricain vive de sa foi en toute liberté. L'Etat se doit d'être à l'écoute de toutes les communautés et veiller à leur implication dans les actions de reconstruction de la Nation dans un espace sécurisé, de paix, de cohésion sociale et de parfaite symbiose.

## **AXE 4**

### **CONSOLIDER LA PAIX ET L'ETAT DE DROIT POUR RENFORCER LA GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE**

La paix ne peut pas se construire dans un Etat de non Droit. L'Etat de droit suppose la séparation des pouvoirs par la répartition des fonctions entre les organes indépendants les uns des autres. C'est pourquoi, nous veillerons au strict respect de la séparation des fonctions exécutives, législatives et judiciaires. L'administration doit être au service des populations. Ainsi, nous allons nous atteler au redéploiement effectif de l'administration sur l'ensemble du pays pour restaurer l'autorité de l'Etat par la présence effective des autorités administratives et locales (préfets, sous-préfets, maires, forces de défense et de sécurité, justice, représentants administratifs sectoriels) en vue de rassurer, protéger les populations et les inciter à la reprise de leurs activités dans la quiétude.

Il est indispensable de poursuivre, grâce à l'implication de nos Forces de Défense et de Sécurité, avec l'appui de la Communauté internationale, plus particulièrement des forces des Nations-Unies et de la France, le désarmement systématique des groupes armés non conventionnels et tout individu porteur illégal d'arme de guerre. De même, pour conforter l'Etat de Droit dans notre pays, le système judiciaire doit également être pleinement opérationnel dans toutes les préfectures du pays pour traquer, juger les contrevenants et garantir les Droits humains, lutter contre l'impunité et la corruption.

C'est à ce prix que chaque citoyen, dans n'importe quelle portion du territoire, se sentira protégé, se mettra en confiance pour son plein épanouissement et aura du respect pour son prochain. Le climat apaisé restauré à travers la sécurité, la paix et l'Etat de Droit, créera l'environnement propice au retour et à la réinsertion des réfugiés et des personnes déplacées.

La circulation des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire centrafricain doit être une réalité que nous devons promouvoir ensemble.

## **AXE 5**

### **AMORCER LA RECONSTRUCTION EQUITABLE DU PAYS EN S'APPUYANT SUR LES LEVIERS DE NOTRE ECONOMIE**

Face à la situation chaotique que nous héritons de ces derniers évènements politico-militaires qui a tendance à s'installer dans la durée, nous devons tous faire preuve de résilience en prenant des mesures courageuses et vigoureuses pour relancer notre économie, la redynamiser et la diversifier..

Des actions ciblées vont orienter le secteur agricole vers la modernisation, améliorer les secteurs des services, des BTP, en s'appuyant sur les NTIC, en vue de réunir les conditions favorables à la création des emplois et réduire la pauvreté.

La relance de la recherche agronomique fera partie des priorités du Gouvernement pour la modernisation du secteur en vue d'améliorer la compétitivité des filières agricoles, le développement des groupements coopératifs sur de nouvelles bases, le soutien au développement de politiques agricoles communes dans la sous-région. Les actions de soutien à la production traduites par les fournitures d'intrants et petits outillages agricoles aux ménages de petits producteurs, la redynamisation des structures d'encadrement par le redéploiement des cadres d'encadrement dans toutes les régions du pays feront partie du programme du Gouvernement.

La promotion et la diffusion d'engrais, des pesticides et de tous les intrants agricoles appropriés, la promotion de l'utilisation de la traction animale, la redynamisation des programmes d'encadrement et de vulgarisation des techniques dans toutes les zones de productions agricoles sont autant d'actions à entreprendre.

Le secteur de l'élevage sera renforcé pour améliorer la production animale grâce à l'appui de nos partenaires qui seront également sollicités pour renforcer les capacités des institutions nationales telles que l'ICRA, l'ACDA... Tout doit être mis en œuvre pour pacifier la cohésion entre les agriculteurs et les éleveurs par une meilleure définition des couloirs de transhumance. Le Gouvernement mettra en place une stratégie concertée pour favoriser le retour des éleveurs peuls partis du pays pour s'installer dans les pays voisins. Il veillera aussi à leur accueil et réintégration dans leurs zones respectives

Pour ce faire, l'élaboration d'une stratégie nationale de relèvement post-conflit, de lutte contre la pauvreté endémique et de sortie de la RCA, de la zone de son état de fragilité pour amorcer une trajectoire de croissance durable, soutenue et créatrice d'emplois, requiert la prise en compte des aspirations de toutes les populations. Les autorités seront à l'écoute du peuple à travers des consultations devant susciter leur adhésion et leur implication dans la mise en œuvre des programmes et politiques du Gouvernement élaborés pour améliorer leur cadre de vie.

Le Gouvernement qui sera mis en place devra intensifier les consultations avec les institutions de Brettons Wood pour appuyer le pays à formuler une politique budgétaire appropriée devant permettre de faire face aux risques et facteurs de vulnérabilité susceptibles d'impacter la dynamique de la croissance économique du pays. Ces échanges approfondis avec le FMI auront l'avantage de faire bénéficier au pays des conseils nécessaires pour identifier des réformes à entreprendre dans le cas de notre pays fragile installé durablement dans les conflits, en vue de le doter d'une politique budgétaire favorable à la reprise de la croissance soutenue et durable.

Les besoins en infrastructures et en développement doivent être clairement exprimés et faire l'objet d'un juste équilibre dans la gestion de la dette publique au regard du niveau des dépenses, étant attendu qu'à l'étape de la fragilité, les prêts concessionnels sont généralement limités pour couvrir tous les besoins de développement.

La mobilisation des ressources financières conséquentes en cette période de relèvement post-conflit et de sortie de la situation de fragilité est fondamentale pour remettre le pays définitivement sur la trajectoire de la croissance. L'appui des partenaires financiers traditionnels est indispensable pour la mobilisation des ressources financières externes tandis que les régies financières doivent user de tous leurs pouvoirs pour mobiliser les ressources internes et en faire bon usage conformément aux dispositions de loi des finances.

Les activités génératrices de revenus doivent être retenues parmi les stratégies de promotion de l'autonomisation des femmes de même que la distribution de semences et des moyens de production (outils), la relance des petits élevages vont permettre aux paysans de recréer leur environnement initial de vie et préparer le passage de la période humanitaire à celle de développement.

Le secteur minier considéré comme l'un des fleurons de notre économie renferme, selon le plan minier réalisé en mars 1995 avec le concours de la Banque Mondiale, plus de 470 indices minéraux repartis sur l'ensemble du territoire national.

La réalisation des infrastructures minières permettra de lutter contre le paradoxe entre le potentiel minier et la pauvreté devenue endémique dans les zones minières. A cet effet, les principaux défis consisteront à promouvoir le partenariat public-privé et l'initiative privée afin de développer les industries d'extraction et de transformation de nos matières premières minérales, de diversifier l'exploitation des ressources minérales afin d'accroître les recettes de l'Etat ; et à lutter efficacement contre la fraude et la contrebande minières.

## **AXE 6**

### **DEVELOPPER LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT, DE L'ENERGIE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION POUR DESENCLAVER NOTRE PAYS**

Notre pays est non littoral donc naturellement enclavé. C'est pourquoi nous devons ensemble faire preuve de créativité pour transformer cet obstacle en opportunités. Le désenclavement de la RCA passe nécessairement par la construction des infrastructures de transport (terrestre, fluvial, aérien et ferroviaire) et les infrastructures économiques de base, à savoir, l'électricité et des réseaux modernes de télécommunications.

Nous devons commencer par désenclaver la RCA en interne en réhabilitant les routes et les pistes rurales pour faciliter l'écoulement des produits champêtres et créer des conditions aux populations pour mettre en valeurs les opportunités économiques des régions. Etant donné le niveau de dégradation avancée de nos infrastructures routières et pistes rurales, la programmation des travaux de réhabilitation doit tenir compte de toutes les régions du pays dans un esprit d'équité.

Plusieurs actions avaient été menées par mon gouvernement et appuyées par nos partenaires à l'époque ont permis d'entamer le désenclavement interne et externe de notre pays par la construction de 147 km de route bitumée sur le corridor Bouar – Garoua Boulai, le tronçon Bouar – Baoro dont le financement avait été acquis. A cela, il faut ajouter la construction et la réhabilitation des gares routières de Bossangoa, de Bangui et de Berbérati, l'aéroport Bangui M'poko ainsi que les routes Berbérati- Bayanga (232 Km), Sibut- Kaga Bandoro- Ndélé (465 Km), Sibut- Bambari (200 Km), Bossembélé-Bossangoa-Benzambé (195 km) et Mbaïki- Boda (85 Km). Des dispositions avaient été envisagées par mon Gouvernement pour réhabiliter à très court terme des ponts à Batouri à Berberati, aussi sur l'axe Carnot – Boda et sur l'axe Bria- Mouka.

C'est avec désolation que nous observons tous aujourd'hui que plusieurs des ces ouvrages ont été endommagés au cours de cette triste période. Ayant une parfaite maîtrise de ces dossiers, nous avons le devoir de remettre toutes ces situations en état et d'en faire encore plus pour le meilleur devenir de notre pays.

C'est ainsi que le Gouvernement veillera au dessablement du fleuve Oubangui pour renforcer la navigation fluviale afin de faciliter les échanges commerciaux.

Le Gouvernement établira l'état des lieux pour s'assurer que les travaux de construction de la clôture de l'aéroport International Bangui Mpoko et ceux de l'extension de l'aérogare acquis sur Convention de financement avec l'AFD le 31 mars 2012 ont été effectués conformément au cahier de charge en vue de la modernisation des Infrastructures Aéroportuaires de Bangui M'Poko. Il devra être envisagé la construction de nouveaux aéroports pour s'ouvrir à l'international et les aérodromes pour desservir nos provinces.

La construction des voies ferrées est capitale pour ouvrir le pays sur la mer et faciliter les liaisons inter-régionales dans le cadre du désenclavement du côté Ouest par l'Océan atlantique (Douala) et du côté Est par l'océan indien (Port Soudan). C'est dans cet optique que les études de faisabilité pour la construction du chemin de fer Bangui (RCA) – Belabo (Cameroun), pour la construction du chemin de fer Bangui (RCA) – Nyala (Soudan) et pour la construction du chemin de fer Bangui (RCA) – Ouesso (Congo) avaient été préconisées par mon Gouvernement. Un suivi particulier en sera fait pour matérialiser ces efforts.

Les autorités doivent également suivre avec beaucoup d'intérêt la construction des infrastructures physiques d'intégration au niveau régional notamment, les plans de développement d'infrastructures énergétiques, la stratégie dans les télécommunications et les NTIC, plus particulièrement l'exploitation des fibres optiques le long du pipeline pour l'interconnexion des États de l'Afrique Centrale. Nous devons raccorder les ménages et les entreprises à cette technologie et aussi amener la Télévision Numérique Terrestre (TNT) dans les foyers. Nous devons aussi mettre à profit les infrastructures adaptées dans les zones rurales et dans les collectivités locales préconisées au niveau régional pour accroître l'activité en zone rurale et lutter contre la pauvreté.

Nous avons l'ambition de faire de la République Centrafricaine, la véritable plaque tournante du transport africain et international compte tenu de sa position géostratégique au niveau continental. C'est pour cela que nous devons poursuivre et parachever les études de faisabilité des infrastructures ferroviaires entamées à l'époque où j'assumais la fonction de Chef du Gouvernement, notamment: Ces projets intégrateurs ont un intérêt économique précieux pour notre pays.

Les questions de l'énergie se posent toujours avec acuité dans notre pays et constituent l'un des handicaps majeurs pour notre économie. Le constat relevé à l'époque sur l'infériorité de l'offre par rapport à la demande est plus criard à l'heure actuelle. Les défis majeurs de ce secteur demeurent donc l'exploitation de toutes les potentialités existantes ainsi que toutes autres sources d'énergie renouvelable afin répondre efficacement aux multiples challenges qui s'imposent à nous tous.

Ainsi les actions de restructuration du secteur entamées au cours de mon passage à la Primature vont être réajustées et renforcées de manière à adapter les textes d'application du code de l'électricité et élaborer un nouveau document de politique nationale du secteur d'énergie qui prend en compte les défis émergents. Un accent particulier sera accordé aux projets intégrateurs visant le désenclavement du secteur de l'énergie retenus dans le pipeline des Institutions sous-régionales et régionales.

Des contacts avaient déjà été pris par des partenaires pour la réalisation des travaux de réhabilitation de Boali 3, les réseaux de transport, la troisième Sous-station Haute Tension/Moyenne Tension dénommée Poste C à Bimbo en vue de réduire considérablement la durée de délestage devenu malheureusement à ce jour, chronique. C'est pourquoi ces dossiers seront très rapidement remis sur chantier en vue de stimuler notre économie.

Le dérèglement climatique est inscrit dans les préoccupations sociales du fait de ses méfaits sur l'environnement et la santé humaine. Les discours sont de plus en plus orientés vers l'utilisation des énergies renouvelables.

Notre pays bénéficie d'un ensoleillement suffisant 5kwh/m<sup>2</sup> sur presque toute l'étendue du territoire. Ainsi l'installation des panneaux solaires devra permettre d'une part d'électrifier les zones

rurales éloignées du réseau électrique et d'autre part d'électrifier les écoles et les centres hospitaliers afin d'améliorer le système éducatif et sanitaire. Aussi, la Centrafrique dispose d'au moins deux sites géothermiques dont l'un est situé à Dissikou vers Dékoa et l'autre à Ambilo vers Nzako. Leur mise en valeur permet de remédier aux problèmes énergétiques que connaissent ces régions.

La culture des plantes énergétiques (*Jatropha curcas*) permet de produire des biocarburants. Etant donné que ma politique va promouvoir la mécanisation de l'agriculture, cette forme d'énergie et les déchets agricoles seront exploités pour produire d'autres formes d'énergie telles que le biogaz à mettre à profit de ce secteur.

## **AXE 7**

### **DEVELOPPER LES INFRASTRUCTURES ESSENTIELLES DE BASE (EDUCATION, SANTE, EAU/ASSAINISSEMENT, NOUVELLES TECHNOLOGIES D'INFORMATIONS ET DE COMMUNICATION NECESSAIRE POUR DISPOSER DES COMPETENCES CAPABLES DE RELEVER LES DEFIS EMERGENTS QUI S'IMPOSENT A NOUS**

Les derniers évènements démarrés depuis 2012 n'ont créé que désolations dans tous les domaines et plus particulièrement dans le domaine des infrastructures essentielles de base du pays. Les dégâts enregistrés sur tout le territoire sont tels qu'il urge de réhabiliter les infrastructures administratives, sanitaires (centres de santé, dispensaires, hôpitaux...), scolaires (écoles maternelles, établissements primaires et secondaires, établissements de formation professionnelle), les puits et les forages vandalisés ou endommagés au cours de la période de crise. Il en est de même pour les marchés.

Au cours de la phase de redéploiement de l'administration, il importe de veiller à ce que toutes les infrastructures de base soient dotées en personnel pour rendre opérationnelles les structures en vue de rassurer les populations. Il faut également prendre toutes les dispositions pour doter ces structures en matériels et moyens nécessaires pour mener à bien leur mission. Le Gouvernement va poursuivre son partenariat pendant cette phase humanitaire pour créer un climat apaisé devant permettre aux populations d'amorcer aisément la phase de développement.

Le système de santé est entièrement détruit suite aux derniers évènements. Ce qui rend géographiquement difficile l'accès de la population aux médicaments sûrs, efficaces et de qualité. Parmi les causes, on peut retenir les principales suivantes:

- absence réelle de volonté politique,
- faiblesse institutionnelle avec comme corollaire une désorganisation de la pyramide sanitaire ;
- complexité du système d'approvisionnement et de distribution des médicaments et consommables liées au nombre important d'intervenants dans la chaîne d'approvisionnement ;
- absence de coordination entre les acteurs et surtout les bailleurs.

La politique à mettre en œuvre doit promouvoir une santé de meilleure qualité basée sur la santé et la nutrition. Elle devra permettre de:

- Garantir l'offre de soins à toute la population ;
- Réorganiser et renforcer le système de santé ;
- Faciliter l'accès aux services de santé et aux soins de qualité;
- Réduire les taux de mortalité infanto-juvénile et maternelle ;
- Réduire les taux de transmission des maladies transmissibles(en mettant l'accent sur les hépatites virales qui touchent 24% de notre population) et non transmissibles ;
- Améliorer la survie des personnes vivant avec le VIH et réduire l'incidence du VIH ;



- Rendre disponible et accessible des médicaments, réactifs et consommables à la population ;
- améliorer le circuit d'approvisionnement et de distribution de médicaments de qualité sûrs et efficaces à la population ;
- Veiller à la coordination des différents intervenants dans la chaîne d'approvisionnement et de distribution.

Le secteur des télécommunications représente pour moi un grand chantier. Pour les années à venir la redynamisation de l'ART sera une des priorités ce qui va permettre à l'Etat centrafricain de bien :

- Identifier les marchés pertinents à réguler ;
- Déterminer un modèle de calcul des coûts d'interconnexion adapté au contexte centrafricain ;
- Veiller à la continuité de l'interconnexion entre les opérateurs ;
- Identifier et lever toutes les barrières à l'entrée des marchés de télécommunications ;
- Assurer la mise en place progressive de la société de l'information en Centrafrique à travers les Technologies de l'Information et de la Communication...
- Fixer les spécifications techniques et administratives d'agrément des équipements terminaux et installations radioélectriques raccordés ou non à un réseau de télécommunications ouvert au public;
- Gérer les ressources rares pour le compte de l'Etat (fréquences radioélectriques et numérotation) ;
- Veiller sur la qualité des services fournis par les opérateurs ;
- Assurer la veille technologique.

Je mettrai tout en œuvre pour que chaque foyer reçoive les contenus audiovisuels via la TNT. Avant le déploiement de ladite TNT, l'État doit mettre en place un cadre juridique propice, déployer des infrastructures, faire une campagne de communication. Il entreprendra une renégociation avec les partenaires afin d'étendre le réseau de la fibre optique jusqu' en Centrafrique. Cela pour obtenir une meilleure connexion du réseau internet dans l'optique d'une année 2016 consacrée à l'émergence du commerce électronique au service du développement. Ainsi les internautes auront plusieurs possibilités du mode de paiement. Des banques locales proposeront des services de paiement avec des cartes bancaires. A cela s'ajouteraient les mobiles banking.

Les internautes basés en Centrafrique peuvent effectuer des achats en ligne, faire des transactions en ligne ou encore ouvrir leurs boutiques en ligne. Pour ce faire, une série de lois autour du commerce électronique sera proposée à l'Assemblée nationale.

L'Internet FIXE à très haut débit qui nécessite de tirer des câbles de cuivre ou de fibre optique jusque dans l'immeuble ou la maison à raccorder constitue des chantiers de travaux publics. Ce sera un programme de déploiement d'infrastructures lourdes. Ce projet du gouvernement pourrait créer entre 10 000 et 20 000 emplois d'ici à 2021, dans le domaine des télécom. En cinq ans environ 2 millions de locaux (logements, entreprises et sites publics) seront raccordés à un réseau de cuivre très haut débit (VDSL2), câble modernisé et Fibre optique, des technologies qui permettent des débits supérieurs à 30 mégaoctets par seconde, en vue de répondre à la croissance exponentielle des volumes de données.

L'absence de cadre juridique a été l'un des obstacles au développement de ce secteur. Par conséquent, les nouveaux projets de loi sur la lutte contre la cybercriminalité qui punit sévèrement l'auteur des infractions seront proposés par le Ministère des Télécommunications et des NTIC. Les injures, les diffamations, surtout si elles visent les institutions, devraient être sévèrement punies.

Le secteur de l'Education avait, grâce aux efforts de mon Gouvernement, un début de relance en février 2009 à travers le Projet d'Appui au Programme Sectoriel de l'Education (PAPSE) suite à l'octroi en décembre 2008 à la République centrafricaine par l'Initiative de Mise en Œuvre Accélérée de l'Education Pour Tous d'un Don de 37,8 millions de dollar USA qui avait permis à la RCA de rejoindre le Partenariat Mondial pour l'Education (PME). Plusieurs infrastructures scolaires avaient été réhabilitées ou construites, les capacités des nombreux enseignants renforcées, des documents didactiques distribués en nombre suffisant de même que des manuels scolaires dans toutes les écoles du pays. D'autres projets étaient en vu pour un décollage effectif de ce secteur.

Tous ces efforts ont été annihilés par ces évènements dévastateurs présentant ainsi un tableau sombre pour le secteur de l'Education dont les quelques faiblesses sont :

- détérioration du ratio enseignant/ élèves qui est passé de 1 enseignant pour 80 élèves en 2011-2012 à 1 enseignant pour 120-220 élèves en ce moment;
- détérioration de la qualité de l'enseignement matérialisée par 17,29% du corps enseignant qui sont des maîtres-parents sans formation ni qualification spécifique et dont certains n'auraient pas atteint le niveau de CM2 ;
- insuffisance de bâtiments scolaires et de manuels scolaires dans les classes ;
- faible capacité d'accueil avec parfois de gros effectifs d'élèves de 120 à 220 apprenants en raison manque de mobiliers détruits, emportés ou détruits pendant les évènements.

Cette liste est loin d'être exhaustive donnant l'impression d'un éternel recommencement. Nous devons donc agir et rapidement de manière à apporter des réponses durables à ces préoccupations car rappelons-le, le meilleur devenir de notre pays dépend du capital humain que nous nous devons de nous doter. Il est indispensable de relever ce défi de voir, à la fin de mon mandat, la majorité des enfants scolarisables des deux sexes de toutes les couches sociales, confessionnelles, ethniques et régionales, quel que soit leurs lieux de résidence, scolariser et accéder à un enseignement primaire complet de qualité. A cet effet, un état des lieux minutieux sera effectué pour identifier tous les besoins en vue de proposer des actions adéquates à effets rapides de manière à relancer le secteur éducatif.

Les quelques actions ci-après seront envisagées pour redynamiser le système scolaire du fondamental I dans le cadre de la formation des ressources humaines en quantité et en qualité suffisante:

- création de deux (2) autres Ecoles Normales d'Instituteurs à l'Ouest et au Nord du pays pour la formation de 120 instituteurs par cohorte ; ce qui donnera 360 nouveaux enseignants par an à déployer sur le terrain en plus des maîtres d'enseignement formés dans les 10 CPR en raison de 50 stagiaires par vague et par CPR sur les fonds propres de l'Etat et aussi avec l'appui financier des partenaires du système éducatif
- augmentation sensible du budget de 4 % alloué à l'éducation nationale à 22 % du PIB afin de lui donner les moyens appropriés pour s'assumer pleinement et éviter le départ massif des enseignants vers d'autres lieux plus attractifs et lucratifs;
- augmentation des structures d'accueil par la construction de nouveaux bâtiments scolaires et la

réhabilitation des anciens locaux amortis : un plan d'exécution annuel doit être conçu et exécuté en tenant compte des normes éducatives de construction validées ;

- gestion plus efficiente du secteur éducatif par des cadres ayant des valeurs professionnelles et humaines avérées en tenant compte de l'équité dans les affectations des enseignants;
- développement et renforcement du partenariat avec le secteur privé du Fondamental 1 ;
- création des centres d'alphabétisation fonctionnelle pour récupérer les enfants déscolarisés du Fondamental 1 en vue de leur insertion sociale et d'éviter le retour à l'illettrisme.

## **AXE 8**

### **PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE DANS TOUS SES ASPECTS POUR LUTTER CONTRE LES MAUX QUI GANRENT NOTRE SOCIETE (AFFAIRISME, CLANISME, NEPOTISME, CLIENTELISME, CORRUPTION, FAVORITISME...)**

La dernière crise dans notre pays a causé un délabrement sans précédent de l'espace public à telle enseigne que l'État n'est plus à même d'assumer ses fonctions de base au détriment de nos populations livrées à elles-mêmes. Nous devons œuvrer tous pour renforcer la gouvernance démocratique qui suppose un pouvoir législatif représentatif effectif du peuple, un pouvoir judiciaire indépendant capable de faire respecter l'État de droit et le droit de l'homme. C'est pourquoi, nous devons veiller pour que la gouvernance démocratique soit appliquée jusqu'au niveau local pour permettre aux populations de choisir librement leurs autorités locales.

Le renforcement de la démocratie suppose également de réunir les conditions pour rendre nos Forces de Défense et de Sécurité professionnelles, modernes et politiquement neutres, au service de la population. Il en est de même pour les médias publics que privés dont des moyens appropriés doivent être mis à disposition pour que l'accessibilité, la liberté, l'indépendance et l'impartialité deviennent des réalités quotidiennes. Aussi, les capacités de la société civile doivent être constamment renforcées de manière à la rendre active, à même d'interpeller les pouvoirs publics à travers des propositions pertinentes et utiles pour animer la vie politique.

Il est évident que lorsque les institutions fonctionnent mal, ce sont les pauvres et les personnes vulnérables qui en sont les premières victimes. L'accent va être mis sur l'efficacité dans la gestion des ressources financières par les institutions publiques et la culture de reddition des comptes à tous les niveaux de l'administration pour garantir la transparence. Dans la répartition des dépenses de l'Etat, doivent figurer en bonne place celles visant les objectifs sociaux et économiques du pays, de manière à apparaître clairement dans la Loi des Finances en vue d'un meilleur contrôle au niveau du Parlement.

Dans cette perspective, le Gouvernement doit attacher une attention particulière à la mobilisation des ressources internes en vue de faire face aux dépenses régaliennes et celles relatives aux investissements dans les infrastructures essentielles de base dans le cadre de la lutte contre l'extrême pauvreté. A cet effet, des avantages fiscaux pourront être accordés aux entreprises industrielles qui s'installeront dans les grandes villes de l'arrière pays de manière à faciliter la création des richesses et des emplois en vue d'améliorer à terme les recettes de l'Etat. Les efforts de transparence dans la gestion de ces ressources vont réduire les tensions de trésorerie endémiques que connaît le pays et renforcer la confiance vis-à-vis de nos partenaires financiers. Le Parlement, la Cour des comptes et les autres institutions de contrôle doivent jouer pleinement leur rôle pour garantir la transparence dans la gestion des finances de l'Etat et promouvoir la reddition des comptes.

Le sous-sol de notre pays regorge des potentialités immenses et variées de richesses naturelles qui contrastent avec le niveau de pauvreté endémique que connaît la majorité de nos populations. En plus de son réseau hydrographique dense et son massif forestier important, le pays compte des gisements de bauxite, de cuivre, d'or, de diamant, d'uranium, de pétrole... La mise en valeur de ces richesses doit se faire dans la transparence en impliquant le Parlement dans le traitement des dossiers et faire de sorte que les dividendes soient réparties de manière équitable au bénéfice des

populations de toutes nos régions. Nous devons développer l'esprit de l'effort et d'entreprise pour être en première ligne dans la gestion de nos ressources naturelles.

Le Gouvernement doit prendre un engagement ferme en faveur de la gouvernance démocratique et administrative de manière à transférer une partie de ses pouvoirs aux collectivités territoriales dont les membres devront être élus par les communautés de base. Elles seront dotées d'une autonomie de gestion financière et administrative mais auront l'obligation de reddition des comptes à l'endroit des administrés et de l'administration centrale à travers un dispositif à mettre en place.

Cette volonté politique de décentralisation et de déconcentration de notre pays avait déjà été exprimée par mon Gouvernement en 2010 par la création des régions administratives par une loi. Cet élan a été stoppé par les derniers événements de décembre 2012 alors que des efforts avaient été consentis pour matérialiser cette volonté.

Le souci de promouvoir le développement local à travers les organes décentralisés et déconcentrés figurait en bonne place dans les priorités du Gouvernement que je dirigeais, en témoigne le projet de Code des collectivités territoriales et des circonscriptions administratives élaboré par le Haut-commissariat en charge de la décentralisation et Régionalisation qui, à ce jour, est resté sans suite. Le Gouvernement devra veiller à l'adoption et à rendre opérationnel cet instrument juridique nécessaire pour le développement local dans notre pays.

Des dispositions seront prises pour dépolitiser les fonctions de Préfet, Sous-préfet et autres par la création d'un corps préfectoral au sein duquel devront évoluer les professionnels acquis à cette vocation.

## **AXE 9**

### **PROMOUVOIR UNE DIPLOMATIE DYNAMIQUE POUR FAVORISER UNE INTEGRATION SOUS-REGIONALE ET REGIONALE ; ASSURER UNE MEILLEURE VITRINE DE NOTRE PAYS A L'EXTERIEUR AU PROFIT DE LA POPULATION CENTRAFRICAINE**

La mission essentielle assignée au Gouvernement dans le cadre de la diplomatie est de rendre ce domaine dynamique et visible de manière à améliorer le climat politique dans les pays partenaires en produisant des efforts qui stimulent tant la légitimité et l'efficacité de l'Etat. Nous devons faire de la diplomatie une vitrine de notre pays à l'extérieur pour lui permettre de mieux s'insérer dans le concert des nations.

Dans la mesure des possibilités de l'Etat, des moyens doivent être octroyés à nos ambassades pour leur permettre d'assurer une meilleure représentativité dans leur pays d'accréditation. Le personnel à mettre à la disposition des chancelleries dans les pays amis doivent être choisis sur la base de critères de compétence, d'intégrité et d'expérience. Nos ambassades doivent servir de relais pour vendre nos opportunités économiques en vue de susciter l'intérêt des investisseurs étrangers pour notre pays.

Le Gouvernement doit mettre en place un mécanisme de circulation d'informations entre le niveau national et les ambassades pour saisir et exploiter toute information utile à l'échelle internationale pouvant apporter des valeurs ajoutées à notre pays. Des rencontres périodes avec les ambassadeurs sont à programmer pour faire le point de notre diplomatie, ajuster les efforts à fournir pour la rendre plus performante.

En tout état de cause, notre Gouvernement se doit d'entretenir avec les autres nations du monde, des relations pacifiques et fraternelles conformément aux principes de la Charte des Nations Unies. Il s'agit d'une coopération « gagnant-gagnant » avec tous les Etats désireux de participer à l'entreprise nationale, celle de sortir notre pays de la zone de conflit, de fragilité et de sous-développement, dans le strict respect de la souveraineté et de l'indépendance de l'Etat Centrafricain.

## **AXE 10**

### **PROMOUVOIR UN SECTEUR PRIVE EFFICACE, COMPETITIF, CAPABLE DE GENERER DES RICHESSES SUSCEPTIBLES DE CREER DES EMPLOIS EN FAVEUR DE LA JEUNESSE**

Le secteur privé, créateur des richesses et d'emplois est depuis longtemps affaibli par les multiples crises à répétitions dans le pays, situation encore plus aggravée par les derniers événements de décembre 2012 qui ont réduit considérablement ses capacités à jouer convenablement son rôle de moteur de la création des emplois et des richesses. C'est un défi qui s'impose à nous tous et nous devons chercher les voies et moyens avec l'appui de nos partenaires internationaux, de le redynamiser pour le rendre utile et compétitif.

C'est pour cela que le secteur public et la société civile vont être étroitement associés à tous les échanges, les consultations dans le cadre de l'élaboration des documents de politique économique de notre pays pour leur permettre d'en assurer avec transparence le suivi de la mise en œuvre en veillant sur la prise en compte du secteur social. A cet effet, le Gouvernement va s'engager à améliorer l'environnement des affaires en vue d'attirer les investisseurs étrangers et à veiller sur le renforcement des capacités du secteur privé.

A l'initiative du Gouvernement, le cadre de concertation public, privé et partenaires de développement va être relancé et donner ainsi l'occasion aux parties prenantes d'échanger sur les effets pervers de la crise profonde que le pays a connue dans l'optique de proposer des mesures à prendre à la satisfaction de toutes les parties prenantes (Gouvernement et secteur privé). Ceci dans le but créer un climat de confiance mutuelle entre tous les acteurs du développement du pays, étant attendu que les pertes enregistrées pendant ces derniers événements sont énormes aussi bien dans le secteur privé que dans l'administration publique,

Le Gouvernement va élaborer dans un délai relativement court, des stratégies capables de promouvoir le potentiel entrepreneurial national susceptible de renforcer le secteur privé. Cet exercice va passer par une analyse de la situation de l'environnement des affaires dans le pays, incluant les opportunités qu'offrent les secteurs productifs, la capacité d'innovation au niveau national, le niveau d'instruction de la main d'œuvre entrepreneuriale, le mécanisme d'accès au financement pour les nouvelles entreprises, la prise en compte de la formation en entrepreneuriat dans le système national de formation, bref les politiques et programmes en matière des micro, petites et moyennes entreprises (MPME).

Le pays doit se doter à court terme, d'un programme national de l'entrepreneuriat des jeunes centrafricains contenant des projets dont la mise en œuvre utilisera les jeunes pousses et les petites et moyennes entreprises innovantes. En raison de la situation de fragilité et de post-conflit de notre pays, l'appui de nos partenaires traditionnels est indispensable en terme de conseils pour nous accompagner à effectuer un état des lieux de tous ces aspects en vue d'élaborer des stratégies pertinentes pour booster le secteur privé, créateur des richesses et partant la croissance soutenue et durable en RCA.

Au centre de toutes ces préoccupations, se situe la question de l'employabilité des jeunes des deux sexes qui doit être abordée dans toutes ses dimensions par des réponses pertinentes à apporter à des interrogations telles que : existe t-il des informations fiables sur les entreprises du secteur privé en exercice au niveau national ? Quel est le pourcentage des micro, petites et moyennes entreprises dans l'ensemble des entreprises du secteur privé ? le niveau d'instruction des entrepreneurs potentiels nationaux peut-il garantir la survie des nouvelles entreprises ? Quelles sont les structures de formation au niveau national qui dispensent des modules ou de formation en entrepreneuriat ? Le pays dispose t-il de services de conseil, d'orientation, de tutorat et d'encadrement des entrepreneurs afin de faciliter le démarrage de leurs entreprises ou d'améliorer leur capacité de gestion ? Le pays dispose t-il d'un mécanisme d'accès au financement des jeunes entrepreneurs, des micro, petites et moyennes entreprises innovantes ? Quelles sont les différents programmes en cours ou déjà mis en œuvre par le Gouvernement pour soutenir les micros, petites et moyennes entreprises dans le pays et quels en sont les résultats ? Quels sont les secteurs productifs du pays à haute potentialité de richesses dont la mise en œuvre peut créer des effets d'entraînement dans les autres secteurs ?

Ensemble, nous devons identifier et réduire les obstacles au développement et à la croissance des micro, petites et moyennes entreprises et renforcer le rôle qu'elles doivent jouer dans la création d'emplois afin d'atténuer le niveau élevé de chômage, inverser la tendance de la pauvreté en apportant des éléments de réponse aux préoccupations des jeunes des deux sexes en quête d'emplois pérennes.